

# Les saboteurs de la Paix

**D**EPUIS l'écrasant échec subi par l'extrême-droite au référendum du 8 janvier, l'opinion publique n'avait plus guère prêté attention aux élucubrations et agissements des partisans de la guerre à outrance. Mais aujourd'hui les paladins de l'Algérie Française se rappellent brutalement à notre souvenir, à l'aide des seuls arguments dont ils aient jamais été capables : la menace anonyme et la violence nocturne. Battus en Algérie par le courage des manifestants musulmans du 11 décembre, battus en France par la volonté pacifique de l'immense majorité de notre peuple, les activistes se savent impuissants à défendre, dans une discussion démocratique, avec des raisons politiques, une thèse dont chacun désormais reconnaît l'absurdité et qui, dans le passé, n'a tiré sa force que du chauvinisme le plus aveugle et le plus irrationnel. Ils se replient alors sur le seul terrain où ils se sentent vraiment à l'aise : celui des complots et celui des attentats..

L'assassinat de Camille Blanc, maire d'Evian, n'est en effet que le dernier crime d'une série sanglante qui s'ouvre en juillet 1956 avec la bombe de la Rue de Thèbes qui fit quinze morts musulmans à Alger, qui se poursuit avec le meurtre au bazooka du Commandant Radier, avec le complot du Général Faure, avec celui du 13 mai, avec celui du 24 janvier et le massacre des gendarmes mobiles au Forum, avec l'assassinat de M<sup>e</sup> Ould Aoudia, de M<sup>e</sup> Popié, de M<sup>e</sup> Thuveny et de tant d'autres, Algériens ou Français, dont la seule faute fut de vouloir que règnent en Algérie la paix, la justice et la liberté. Une presse complaisante voudrait nous montrer dans les récents attentats ultras la réaction désespérée de « patriotes » égarés par la crainte de l'abandon : c'est dissimuler que le « contre-terrorisme » est une institution déjà ancienne, créée à une époque où il n'était pas question de braderie. Ce ne sera pas le moindre des bienfaits que nous aura apporté la guerre d'Algérie, que cette introduction, en France, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, sous couvert de patriotisme, de l'assassinat comme méthode normale d'action politique, introduction

opérée précisément par ceux qui nous pressaient hypocritement de condamner, au nom de la civilisation occidentale, les moyens utilisés par le F.L.N.

Et on voit mal pourquoi les tueurs fascistes s'arrêteraient dans leur œuvre de guerre civile. Parmi les auteurs des meurtres et des conjurations provoqués par la guerre d'Algérie, il en est beaucoup d'inconnus, qui doivent leur liberté à la carence policière, il en est d'autres en Espagne, il en est qui ont été acquittés par la complaisance des tribunaux du régime. Quelques comparses achèvent de purger en prison des peines de principe : aucun n'a subi le juste châtement que tout régime sain, toute justice équitable, infligerait à de pareils actes. Parmi les comploteurs, certains même — n'est-ce pas, M. Debré ? — ont connu de brillantes promotions. Tandis que Fernand Yveton fut supplicié pour avoir causé quelques dégâts matériels à l'usine à gaz d'Alger, l'attentat ultra, quand par miracle ses vrais auteurs sont découverts, n'est sanctionné que par des condamnations symboliques. Il est jugé excusable, sinon normal par les responsables de l'ordre : ainsi M. Papon, préfet de police, fait le philosophe après l'explosion de la Bourse (trente blessés) : « En ce siècle, je ne m'étonne de rien », déclare-t-il à la presse éberluée. Devant l'impunité de fait que le pouvoir persiste à leur assurer, pourquoi les plastiqueurs cesseraient-ils leurs jeux mortels ?

Certes, nous comprenons qu'un régime né d'une conjuration hésite à sévir contre ceux des conjurés qui sont restés fidèles à leur ancien état ; la reconnaissance filiale est un sentiment fort honorable. Si le Gouvernement se décidait à lutter effectivement contre les poseurs de bombes, des dossiers bien compromettants pourraient être ouverts : ainsi on reparlerait sans doute de l'affaire du bazooka. Qu'importe ? Le vrai courage pour un homme d'Etat, c'est d'avouer les fautes commises, c'est de renier son passé lorsqu'on a trempé dans de vilaines histoires, c'est d'abandonner les mauvaises fréquentations qu'on a pu avoir, de se retourner contre elles au besoin. Cette rupture avec le passé, nous

donnons acte à M. Debré qu'il l'a déjà poussée fort loin, mais s'il l'accomplissait totalement, s'il savait oublier même les vieilles camaraderies et les vieilles complicités, il mènerait plus facilement à bien la tâche d'assainissement de la vie politique française qui est un de ses plus urgents devoirs de l'heure.

Cette entreprise d'épuration ne saurait être limitée aux plastiqueurs effectifs. Ceux-ci ne sont sans doute, dans bien des cas, que des têtes brûlées capables seulement d'exécuter des ordres ou d'obéir à des excitations venues d'ailleurs. Pendant sept ans, toute une presse d'extrême-droite a hurlé à la mort contre les partisans de la négociation. Toute une meute d'hommes politiques a déversé des flots, de calomnies et d'insultes contre les avocats de la paix. Aujourd'hui encore, ces empoisonneurs plastronnent devant des auditoires de fanatiques, peu nombreux sans doute, mais prêts aux gestes les plus fous dès lors qu'on fait vibrer en eux la corde chauvine. Sans doute beaucoup d'entre eux songent déjà à fuir leurs responsabilités, et l'on entend le chœur larmoyant de l'innocence outragée : « Nous n'avons pas voulu cela. » De même Maurras récusait Raoul Villain, l'assassin de Jaurès, après avoir pendant des mois multiplié les appels au meurtre dans les colonnes de L'Action Française. Mais nous ne permettrons pas de semblables dérobades ; nous ne faisons guère de différence entre ceux qui par leurs paroles et leurs écrits ont directement provoqué ces crimes, et ceux qui les ont matériellement commis. Aux uns comme aux autres, aux uns plus qu'aux autres, il faut dès aujourd'hui demander des comptes.

Dès aujourd'hui, parce qu'il ne s'agit pas seulement d'une tâche de salubrité publique. Il serait faux et dangereux de séparer la lutte pour la négociation et la protestation contre l'indulgence dont le régime fait preuve à l'égard des menées fascistes, de mettre l'accent sur la première en croyant pouvoir ajourner la seconde jusqu'à la conclusion de la paix : en fait ces deux actions sont indissolublement liées. Comme l'a très bien dit Pierre Mendès France au cours de sa conférence de presse, toute négociation — pourvu que les interlocuteurs en présence la prennent au sérieux — exige un climat de confiance réciproque. Or comment nos partenaires pourraient-ils faire confiance au Gou-

vernement Français alors que ce gouvernement laisse pratiquement le champ libre aux saboteurs du dialogue et de la paix ? Pour démontrer sa volonté d'en finir avec la tuerie algérienne, le régime n'a pas de meilleur moyen que de mettre enfin hors d'état de nuire les attardés de la guerre coloniale ; et nous, pour avancer la fin de cette guerre, nous n'avons pas de meilleur moyen que d'imposer au gouvernement l'épuration rigoureuse du marécage ultra.

Car, en vérité, c'est sans aucune illusion que nous faisons appel à la vigilance officielle ; elle ne sera pas spontanée, elle se bornera aux opérations de police spectaculaires montées pour amuser la galerie. Pour contraindre le pouvoir aux mesures nécessaires comme pour l'amener à ouvrir sans réticences ni arrière-pensées la négociation, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. A nous de prendre conscience de nos responsabilités et d'organiser dans les jours qui viennent la riposte populaire seule capable à la fois d'imposer la paix et de réduire les plastiqueurs au silence.